

Sondage. Les syndicats restent un rempart au FN

Clotilde Mathieu

Mercredi, 26 avril, 2017

L'Humanité

Selon une enquête Ifop pour *l'Humanité*, près d'un actif sur trois proche d'un syndicat a voté pour Jean-Luc Mélenchon, suivi d'Emmanuel Macron, tandis que le score de Marine Le Pen est plus bas de neuf points que chez les autres actifs.

Les syndicats restent un frein contre le vote FN. Selon un sondage Ifop pour l'Humanité, 19 % des actifs se déclarant adhérents ou sympathisants d'une organisation syndicale ont voté en faveur de la candidate d'extrême droite, dimanche. Alors que chez les salariés proches d'aucun syndicat, la candidate du FN arrive en tête, avec 28 % des voix. Un écart plus important qu'en 2012, lorsque les premiers étaient 20 % à avoir utilisé le bulletin Marine Le Pen, contre 25 % pour les seconds. Une autre enquête réalisée par Harris Interactive pour Liaisons sociales et publiée lundi, portant quant à elle sur l'ensemble des électeurs et non sur les seuls actifs, montre que 13 % des personnes proches d'une organisation de salariés ont voté en faveur de Marine Le Pen, dimanche (contre 25 % lorsqu'ils ne le sont pas).

Depuis le choc des européennes de 2014, les organisations syndicales ont mené campagne contre le parti d'extrême droite afin de démasquer son imposture sociale. C'est le cas en particulier de la CGT, qui a fait de cette lutte l'une de ses « priorités ». Un travail qui porte ses fruits, même si ceux-ci restent, à ce stade, insuffisants. Car les salariés proches de la CGT sont encore 22 % à avoir voté pour le FN (+ 6 points par rapport à 2012). « Le FN a un peu progressé dans la sphère d'influence de la CGT, il a été relativement contenu et reste très minoritaire, tempore Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique de l'Ifop. Si l'organisation syndicale a été si offensive, c'est parce qu'elle a senti qu'une partie de sa base était sensible au vote FN. Si elle ne l'avait pas fait, le résultat de Marine Le Pen aurait été plus important. »

La proportion d'électeurs FN est la plus élevée chez les proches du syndicat FO, mais en net reflux (24 %, contre 31 % en 2012). « FO s'est gauchisée, note Jérôme Fourquet, Jean-Luc Mélenchon a doublé son score par rapport à 2012. C'est également la dynamique de sa campagne dans le monde du travail qui explique que le vote FN n'a pas progressé chez les actifs proches d'un syndicat. » Dans cette catégorie, le vote Mélenchon arrive en tête avec 31 %, contre 17 % en 2012, suivi par Emmanuel Macron (25 %). Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs réussi à récupérer les « déçus » de François Hollande.

Jean-Luc Mélenchon progresse de 10 points côté CFDT

Les proches de la CGT, qui étaient 40 % à avoir voté pour l'actuel président de la République il y a cinq ans, se sont massivement reportés vers Jean-Luc Mélenchon, ce dernier passant de 28 % en

2012 à 48 %. Un sérieux désaveu pour le camp social-démocrate, qui recueille à peine 20 % des suffrages (Benoît Hamon, 7 %, et Emmanuel Macron, 12 %). À l'inverse, côté CFDT, le vote va vers Emmanuel Macron (44 %). S'il fait mieux que Hollande en 2012 (42 %), Jean-Luc Mélenchon progresse, lui, de 10 points (19 %, contre 9 %). « Ce qui signifie qu'une tranche des proches de la CFDT a désavoué la ligne de l'organisation syndicale », relève Jérôme Fourquet.

Mais le plus surprenant reste la chute de François Fillon chez les actifs (13 %, alors que sa moyenne nationale est de 20 %). En 2012, 22 % d'entre eux avaient voté Nicolas Sarkozy. Cette baisse dans le monde du travail s'est enclenchée dès janvier 2017, avant l'affaire Penelope Fillon, mais juste après l'annonce des premiers éléments de son programme, explique Jérôme Fourquet, notamment les coupes chez les fonctionnaires, les attaques contre la protection sociale, la fin des 35 heures...

Les confédérations prennent position contre Marine Le Pen sans consigne unitaire

À l'exception de FO, qui ne donne pas de consigne de vote, de l'Unsa, qui se prononcera ce mercredi, et de la CFE-CGC, qui ne s'est pas exprimée, les autres syndicats (CFDT, CFTC, FSU, Solidaires) ont pris position contre le FN. Hier, c'était au tour de la CGT à appeler à « *faire barrage à l'extrême droite* », estimant que « *pas une voix* » ne doit « *se porter sur sa candidate* ». « *C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail* », argumente-t-elle. En revanche, la CGT n'appelle pas ouvertement à voter pour Emmanuel Macron, comme l'a fait la CFDT, lundi. Et la CGT de lancer un avertissement, affirmant ne pas croire « *en l'homme providentiel* », et de revendiquer une « *véritable démocratie et de véritables droits d'expression et d'intervention dans toutes les entreprises* ». La CGT appelle à faire du 1er Mai une « *journée exceptionnelle* ». Celui-ci, en dépit de l'appel lancé le 22 avril par Philippe Martinez, ne sera pas totalement unitaire. La CFDT ayant refusé qu'apparaissent dans les mots d'ordre des revendications sociales.

Clotilde Mathieu

Journaliste à la rubrique social-économie

Philippe CASTEL, chargé des relations avec la presse pour la FSU